

La crise des banlieues n'est pas économique, elle est culturelle

« Je voulais simplement vous indiquer ce soir que c'était le dernier conseil municipal que je présiderai. » Maire de Sevrans depuis 2001, Stéphane Gatignon a jeté l'éponge. Ce mardi, il a démissionné pour protester contre l'insuffisance des politiques publiques en banlieue. Stéphane Gatignon s'était fait connaître en 2011 en réclamant l'intervention de Casques bleus pour empêcher les affrontements armés entre gangs de trafiquants dans les cités de sa commune. Cependant, en 2016, il se voyait accusé par une partie de ses administrés de complaisance à l'égard d'associations musulmanes radicales et de fermer les yeux sur la présence de « recruteurs » de Daech dans la commune. Sevrans a, en effet, connu un nombre record de départs de jeunes hommes en direction de la Syrie et de l'Irak depuis 2014. Un reportage diffusé le 7 décembre 2016 dans le journal télévisé de France 2, montrant un café « interdit aux femmes » à Sevrans, avait également suscité de vives polémiques. Sevrans est donc l'une des plaques tournantes du trafic de drogue en Seine-Saint-Denis en même temps que l'un des épicentres de l'islamisme et du djihadisme français. Une situation explosive, devenue intenable pour le maire, mais malheureusement loin de faire exception. De Trappes à Carcassonne, en passant par la cité des Izards à Toulouse, on observe le même phénomène. La partition en marche de certaines banlieues soumises à l'islamo-gangstérisme ainsi que la solitude et les ambiguïtés de beaucoup d'élus locaux face à ce séparatisme social, culturel et religieux.

Stéphane Gatignon dénonce « le mépris de l'État » et voit dans la banlieue « une

société précaire qui ne s'en sort que grâce aux solidarités, à la débrouille, à la démerde ». « On est à 30-35 % de gens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté », constate-t-il. Un point de vue partagé par d'autres maires de banlieues. « Nous, maires de banlieue, connaissons la violence, la misère et la relégation », a notamment écrit Catherine Arenou, maire de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines), sur Twitter. Pourtant depuis 1977 et le premier plan banlieue, piloté par le ministre du Logement Jacques Barrot, des dizaines de milliards d'euros ont été engloutis dans la politique de la ville, transformée en « châtiement du tonneau

Le sentiment d'exclusion y a été exacerbé par un antiracisme dévoyé qui a alimenté la détestation de la France

des Danaïdes » (Malika Sorel). Macron n'échappe pas totalement à cette logique. Le chef de l'État a confié un rapport à l'ancien ministre de la Cohésion nationale Jean-Louis Borloo sur la relance de la politique de la Ville.

D'ores et déjà, le gouvernement prévoit le retour des emplois francs. Et le dédoublement des classes dans les CP des zones d'éducation prioritaire se fait au prix de la fermeture de classes en zone rurale où les conditions de vie sont pourtant au moins tout aussi difficiles. La Lozère ou la Creuse ne roulent pas sur l'or.

En réalité, la politique de la ville est fondée sur une profonde erreur de diagnostic. Le manque de moyens, le chômage et les facteurs sociaux n'expliquent pas tout. L'importance des flux migratoires a abouti à l'émergence,

dans certaines cités, de ghettos urbains qui tendent à devenir ethniquement homogènes. Le sentiment d'exclusion y a été exacerbé par un antiracisme dévoyé qui a alimenté la détestation de la France. La distribution d'argent public à des associations par certains élus clientélistes, loin de freiner cette dérive, a au contraire favorisé l'enfermement des populations et la mise en place d'une contre-société. Depuis les premières visites en banlieue de François Mitterrand dans les années 1980, la fracture n'a fait que s'aggraver malgré les sommes investies dans la rénovation urbaine. Au fil des années, les politiques ont abandonné le modèle

traditionnel d'assimilation, qui avait pourtant fait ses preuves, au profit d'un modèle multiculturaliste de type anglo-saxon.

Les « loubards » ont laissé la place aux « racailles », les mobs aux grosses cylindrées, l'antiracisme à l'antisémitisme puis à l'antisémisme, et enfin l'école publique et le Parti communiste aux communautarismes et à l'islamisme.

Nombre de responsables politiques s'entêtent cependant à analyser la crise des banlieues dans des termes purement économiques et sociaux, ignorant le phénomène central de la désintégration culturelle. En 2016 déjà, Nadia Remadna, fondatrice de la Brigade des mères, association qui combat l'islamisation des quartiers à Sevrans, lançait un cri d'alarme : « Avant d'être radical, l'islamisme commence par une recherche d'identité. Selon moi, on a raté une génération avec la politique de la ville, les grands frères, etc. L'urgence, c'est les petits de 10 ans... »

FIG

ART

« Delac

avec ur

de pein

les genr

du direc

du Figar

Michel

TER

« Nous

amélior

de rens

la tribu

de Guilla

de l'Inst

Les
du F

RENCO

HÉLÈNE

D'ENCA

le mardi

à 20 heu

Salle Ga

Réserva

01 70 37

www.lef

rencontr

GARO SAS
ausmann
Directeur des rédactions
Alexis Brezet
Directeur délégué des rédactions
Paul-Henri du Limbert
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Economie),
Laurence de Charette (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Anne-Sophie von Claer
(Style, Art de vivre, So Figaro).

Anne Huet-Willaume (Edition,
Photo, Révision),
Arnaud de La Grange
(International),
Étienne de Montety
(Figaro Littéraire),
Bertrand de Saint-Vincent
(Culture, Figaroscope, Télévision)
et Yves Threadard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports)

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Edition)
Éditeur
Sofia Bengana
Éditeur adjoint
Robert Mergia

FIGAROMEDIAS
9, rue Pilet-Wil, 75430 Paris Cedex 09
Tel : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
14 boulevard Haussmann
75438 Paris Cedex 09
Tel : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Mid Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Ecoprint Casablanca Maroc. ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0421C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h,
sam. de 8h à 18h au 01 70 37 3170. Fax : 01 55 56
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefig
Formules d'abonnement pour 1 an - France métro
Club : 409€ - Semaine : 259€ - Week-end : 209€.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : France. Taux de fibres recyclées : 100%.
est imprimé sur un papier UPM porteur de l'étiquette européen
sous le numéro F1/37/01. Eutrophisation : Prot. 0,009 kg/t